

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI
Direction des Affaires Juridiques

MARCHÉS PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

OUV11

MISE AU POINT¹

Le formulaire OUV11 est un modèle de document qui peut être utilisé par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice souhaitant procéder, en accord avec le candidat retenu, à une mise au point des composantes du marché public ou de l'accord-cadre. Les modifications contenues dans le document ne peuvent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre retenue ni le classement des offres.

En cas d'allotissement, un document est rempli pour chaque lot faisant l'objet d'une mise au point.

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

GROUPEMENT DE COMMANDES :

- Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise
- Commune de GENLIS
- Commune de LONGCHAMP
- SMICTOM de la Plaine Dijonnaise

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA PLAINE DIJONNAISE (COORDONNATEUR)

12 Rue Ampère
21110 GENLIS

B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation.)

Passation d'un marché public de prestations de services en assurances

Lot 2 : Dommages aux biens

C - Identification du candidat retenu.

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat individuel ou de chaque membre du groupement d'entreprises candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de candidature groupée, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]

SMACL Assurances SA
141 Avenue Salvador Allende
79031 NIORT CEDEX 09

Tél. 05 49 32 56 00

Courriel : souscription-partenariat@smacl.fr

SIRET : 833 817 224 000 29

¹ Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi.

D - Modifications apportées.

A l'occasion de la mise au point de l'accord-cadre, les modifications ci-dessous sont apportées aux stipulations contenues dans les pièces constitutives de l'accord-cadre.

Nature du document concerné et numéro de l'article modifié	Nature de la modification apportée
Demande de précisions	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de réserve pour la garantie « Emeutes et mouvement populaire » pour la commune de LONGCHAMP et le SMICTOM de la Plaine Dijonnaise. • Au titre du Dommages aux biens, je vous confirme que nous ne délivrons pas la Responsabilité du détenteur ou dépositaire, qui relève de la Responsabilité civile. <p>En effet, la Responsabilité civile couvre les conséquences pécuniaires de la responsabilité que peut encourir l'assuré du fait des biens immobiliers et mobiliers dont la personne morale souscriptrice est locataire, sous locataire, occupant ou gardien.</p> <p>Au titre de votre lot dommage aux biens, nous vous délivrons comme indiqué une assurance pour le compte de qui il appartiendra, mais <u>La garantie est également accordée pour tout contenu, nous garantissons les dommages subis par les biens mobiliers contenus dans vos bâtiments assurés clos et couverts, dont la collectivité a la propriété, l'usage, la garde ou le dépôt.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La clause d'approximation de la superficie est de 10 % du bâtiment sinistré

E - Signature de la mise au point.

■ Signature du candidat retenu :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

■ Signature du représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice :
(Préciser les nom, prénom et qualité du signataire.)

A , le

Signature

(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice
habilité à signer le marché public ou l'accord-cadre)